



LES DÉFIS DE L'ÉDUCATION POPULAIRE AUJOURD'HUI

Par Jean Blairon

L'ÉCHO DES VICTOIRES ET L'INVERSION

Si nous acceptons l'idée que les sociétés modernes se sont faites elles-mêmes au travers de conflits centraux qui les ont traversées et leur ont permis de se produire, force nous est de reconnaître que l'adjectif « populaire » a été au coeur d'au moins deux d'entre eux.

Ainsi du conflit politique qui oppose le Roi et la Nation ; la révolution qui le manifeste conquiert l'égalité de tous les citoyens (un homme, une voix) et met le pilotage des sociétés dans les mains du verdict populaire, qui s'exprime dans les urnes. L'éducation populaire est au coeur de l'avènement de la démocratie : les communalistes, par exemple, réclament l'instruction gratuite, laïque et obligatoire.

Il en va de même du conflit qui a façonné la société industrielle et qui a opposé le patronat et la classe ouvrière ; les « masses populaires » constituent l'acteur central du conflit. Les mouvements ouvriers avaient pleinement conscience du rôle central qu'allait jouer l'éducation dans leur combat. Le journal lyonnais *L'écho de la fabrique* en fait même un facteur déterminant :

« Or, la révolution que nous attendons, et qui, dans tous les esprits, doit consacrer la prééminence de la richesse des bras sur toutes les autres, sera accomplie quand les ouvriers seront assez instruits pour revendiquer eux-mêmes les droits dus à l'excellence de leur propriété. » (livraison du 8 octobre 1833).

Par contre, si nous nous référons aux mouvements culturels des années soixante (lutttes étudiantes, mouvements féministes) qui ont si profondément transformé la société, il semble que la dimension « populaire » en soit absente, voire qu'elle ait changé de camp. Pour les mouvements culturels, la « culture populaire » équivaut à une culture de masse qu'il s'agit précisément de combattre, même si Alain Touraine, par exemple, a plaidé pour qu'on ne se laisse pas prendre à une telle opposition entre « haute et basse culture », pour se concentrer sur la controverse qui porte sur l'accès et sur la participation.

« Il faut remplacer l'opposition entre haute culture et culture populaire par celle qui oppose deux logiques d'action. La première est celle de la consommation ; elle donne l'avantage à l'objet, matériel ou culturel, qui apporte la réponse la plus directe à une demande ou à une réaction préétablies (...). L'autre est celle de la production des attitudes : elle incite au jugement, à l'information, au changement ou au renforcement d'une opinion ou d'une attitude antérieures. »¹

L'éducation permanente, qui est l'héritière directe de « l'éducation populaire », a parallèlement perdu de son évidence, de sa force et de son importance. Pour plus d'un chercheur, elle s'inscrit même, comme un élément parmi d'autres, dans le champ de la formation professionnelle continuée (pour permettre « l'adaptation » de la main-d'oeuvre aux « exigences » des « marchés » ? Ne s'intègre-t-elle pas aux efforts de « life long learning » que les employeurs appellent de leurs vœux sans prétendre les reconnaître et les rémunérer)?

1. A. Touraine, *Qu'est-ce que la démocratie*, Paris, Fayard, 1994, p. 191.



Les défis de l'éducation populaire aujourd'hui

Si nous ne partageons pas le point de vue qui minorise ainsi l'éducation populaire (ou inverse carrément son sens), nous devons reconnaître qu'elle subit dans les faits l'efficace de facteurs de déperdition cumulés.

Pour les exposer, nous reprendrons la distinction que propose Alain Touraine entre trois paradigmes² : le paradigme politique (dont l'enjeu est l'égalité de tous les citoyens quelle que soit leur naissance) ; le paradigme social (dont l'enjeu est la redistribution des richesses et du pouvoir à hauteur de la contribution du « capital des bras »); le paradigme culturel (dont l'enjeu est la liberté pour les groupes et les individus de pouvoir être les créateurs de leur propre existence).

LES FACTEURS DE DÉPERDITION INTERNES À CHAQUE PARADIGME

Il n'est pas besoin de longues démonstrations pour se persuader que les conquêtes engrangées dans les deux premiers paradigmes sont aujourd'hui menacées de diverses façons.

Le développement de la démocratie représentative à l'échelle mondiale s'est accompagné d'effets paradoxaux : selon Michel Callon, par exemple, la professionnalisation des représentants (rappelons que les communalistes exigeaient leur révocabilité permanente) et la montée en puissance du pouvoir des experts ont provoqué une **double coupure** préjudiciable à l'exercice de « la volonté populaire ». Par ailleurs, l'éloignement des centres de décision vers des logiques supra-nationales et l'affaiblissement des Etats face aux forces de l'économie ont renforcé un sentiment d'impuissance qui doit se rapprocher de ce que pouvaient ressentir les manants devant ceux qui prétendaient incarner rien moins que le droit divin.

Les conquêtes ouvrières (comme la protection sociale, les systèmes de redistribution des richesses, la négociation entre « partenaires sociaux »...) sont partout menacées, sur fond de remontée des inégalités. Depuis les années 70, l'activité sans relâche de *think tanks* et les transformations du management (peu dénoncées somme toute, au point que leur imposition même dans les services publics ne fait l'objet que de peu de résistances et peut aujourd'hui être présentée comme un « progrès »³) ont réussi à jeter le discrédit sur les toutes les dynamiques collectives (aussitôt identifiées aux excès « totalitaires » du collectivisme) et à « ringardiser » toutes les luttes ouvrières, quand ce n'est pas à convaincre qu'elles constituent un « obstacle » au retour de la croissance.⁴

Les mouvements ouvriers et leurs représentants notamment syndicaux font ainsi l'objet d'un chantage permanent : toute revendication ou résistance « menace de faire fuir les investisseurs » « dégrade l'image du pays ou de la région », « va conduire à des délocalisations ».

L'éclatement du groupe populaire (employés ou ouvriers spécialisés hantés par la crainte du déclassement, travailleurs pauvres, travailleurs sans emploi menacés de désaffiliation et traqués systématiquement comme des fraudeurs, avec une énergie inverse de celle qui est mobi-

2. Nous évoquons par là, pour le dire simplement, une « lecture du monde » qui met au centre de l'attention une catégorie de problèmes et d'acteurs.

3. Voir le « CAF », Cadre d'Auto-évaluation de la fonction publique, d'inspiration européenne, qui consiste ni plus ni moins à « implémenter » les logiques managériales capitalistes dans les services publics pour les « moderniser », y compris chez nous. Sans commentaire.

4. P. Mahoux, « Autour du concept d'activité », *Politique*, numéro hors série de janvier 2003, p. 17.



Les défis de l'éducation populaire aujourd'hui

lisée pour « combattre la fraude fiscale ») contraint l'éducation populaire à se reconfronter à un défi que l'on croyait appartenir au passé : faire éprouver l'identité collective (et donc l'inventer) au travers d'une « conscience de classe » forgée dans les luttes.

Les conflits culturels ont aggravé la donne. La demande de liberté dont ils étaient porteurs a certes permis d'opposer un individualisme créateur à un individualisme consommateur et a fait « descendre » le droit de se produire sans aucune référence à une transcendance (qu'elle soit une volonté divine, ou un destin de genre) du niveau de la société jusqu'au niveau de chaque « sujet ». Mais cette conquête s'est aussi accompagnée d'une méfiance envers toute action collective, suspectée de reposer sur une aliénation irréversible du libre-arbitre individuel. Faire groupe ou mouvement est dès lors souvent ressenti comme une contrainte insupportable ou un danger disproportionné.

LES FACTEURS DE DÉPERDITION TRANSVERSAUX AUX PARADIGMES

Les fonctionnements dont nous venons de parler sont bien connus ; les rappeler permet cependant de mieux comprendre que ce qui faisait évidence autrefois (et que la conjonction des processus d'investissement dans une politique d' « éducation » et la force que donnait la conscience fière d'appartenir à un groupe) n'est plus un acquis. Il semble parfois qu'il faille tout reprendre à zéro.

Mais il convient de prendre en compte également les transversalités négatives qui se jouent entre les paradigmes ; nous entendons par là des cumuls de problèmes qui s'opèrent par « migration ». Leur efficace est bien plus redoutable selon nous que les facteurs internes.

Deux exemples sont particulièrement fréquents.

La transversalité négative entre paradigme social et paradigme politique est incarnée par la conséquence politique des dégradations sociales : de nombreuses études ont montré que là où une usine ferme, le « vote populaire » se porte souvent sur des partis extrêmes dont l'horizon est la fin de la démocratie.

La transversalité négative entre paradigme social et paradigme culturel s'exprime dans la « double face du Sujet ». Les efforts pour se créer une identité⁵ conduisent souvent à la définition de prés carrés qui sont autant de raisons de ne pas se lancer dans la lutte avec d'autres. Puisqu'on identifie la lutte pour la création de soi avec l'identité que l'on s'est forgée ou cherche à se forger, il y a ainsi toujours bien une bonne raison de ne pas s'allier à d'autres groupes, toujours bien une bonne raison de ne pas lutter, toujours bien une bonne raison de perdre. Il est vrai que la tendance des acteurs du paradigme social à tout ramener au conflit central bourgeoisie/prolétariat a puissamment aidé à cette transversalité négative. Mais on peut se demander s'il ne peut enfin y avoir prescription en la matière...

5. Deleuze et Guattari étaient mieux inspirés en parlant de « devenir » comme un « devenir femme », un « devenir enfant », devenirs dans lesquels chacun pouvait s'aventurer.



VERS UNE TRANSVERSALITÉ POSITIVE ?

Les analyses précédentes nous indiquent peut-être les priorités que doit se donner aujourd'hui l'éducation populaire, dont nous pensons que les régressions que nous connaissons la rendent plus que jamais nécessaire.

On ne s'étonnera donc pas de nous voir affirmer que la priorité des priorités consiste à inventer des **transversalités positives**, que Félix Guattari décrivait comme des « greffes » ou des « articulations » entre des mondes ou des combats disjoints. Nous en sommes très loin aujourd'hui, chaque groupe semblant souhaiter ou devoir mettre en oeuvre ses propres projets et plans d'action⁶.

Si l'on veut donc ne pas s'en tenir à un voeu pieux, il est important de travailler à trois changements.

Remettre le collectif à l'honneur

Puisque les effets de la lecture en termes de « paradigme culturel » nous obligent à repartir de l'individu, il conviendra probablement de mettre en évidence ce qui parle à l'expérience de chacun. A ce sujet, l'équivalence entre l'expérience amoureuse (le choc amoureux) où les identités se trouvent en se déplaçant et la mobilisation associative (c'est sur base d'une « rencontre » forte que des protagonistes décident de lier leur sort pour refuser l'inéluctable, pour changer leur environnement) est certainement une voie à investiguer. La défense et l'illustration de la spécificité associative constituent peut-être la voie prioritaire (ou la dernière chance) de s'opposer à l'attaque systématique contre les collectifs⁷.

La « charte associative » est peut-être un pas dans la bonne direction. Les atermoiements qu'elle endure ne constituent toutefois pas un bon signal. Les pouvoirs publics sont en effet parfois les premiers à rechigner à reconnaître cette spécificité.

Conclure des alliances

Une « réciprocité vertueuse » est possible entre associations mobilisées et organismes de mobilisation comme les syndicats (c'était on s'en souvient le voeu de Pierre Bourdieu). Les premières peuvent apporter en effet l'invention et le respect des singularités, les seconds, la force sans laquelle les expériences micro-politiques sont vouées à un isolement annoncé. Les protagonistes d'une éducation populaire devraient étudier en priorité les conditions d'une telle alliance ; celle-ci devra dépasser l'aporie actuellement majoritaire : les responsables associatifs sont assimilés sans coup férir à des « patrons » (certains d'entre eux en sont d'ailleurs très fiers), alors qu'ils constituent aussi (ou devraient en tout cas constituer) l'incarnation des luttes sociales et culturelles entre lesquelles il faudrait construire des transversalités.

6. Les relations entre la puissance publique et l'action associative se régulent de plus en plus selon une logique instrumentale ; celle-ci s'accompagne très souvent d'une obligation, inscrite dans les cadres légaux, de preuve d'« action propre » au groupe concerné : à chacun son public, ses objets, ses projets, au mépris des alliances et de l'efficacité de l'ensemble...

7. Cfr le colloque que l'Ance a consacré à la mobilisation associative : « L'associatif, la force des faibles ? », disponible à l'adresse www.intermag.be dans l'onglet "Carnets"



Les défis de l'éducation populaire aujourd'hui

Dépasser cette contradiction ne pourra probablement se faire que par l'entremise de nouvelles formes d'affiliation aux combats syndicats, ainsi que par la création de nouveaux lieux de concertation.

L'expérience ratée du « syndicat de la vie quotidienne », qui entendait porter des revendications relatives à celle-ci doit être méditée : il ne s'agit probablement pas de tenter d'intégrer associations mobilisées et organismes de mobilisation, mais bien de les connecter systématiquement.

Identifier l'unité des luttes

Cette connexion sera d'autant plus facile à mettre en oeuvre que les uns et les autres pourront reconnaître **ensemble** la similitude de leurs combats.

Cette connexion nous semble reposer sur la mise en lumière de mécanismes de domination eux-mêmes transversaux. Nous pensons par exemple aux fonctionnements suivants⁸ :

- déni des ressources subjectives d'un groupe ou d'un individu;
 - non prise en compte des connaissances accumulées dans l'expérience pratique;
 - volonté d'uniformisation au nom d'une rationalité souveraine;
 - concentration du pouvoir de conception justifiée par la technique ;
 - instrumentalisation du « partenaire » ;
 - récupération cynique des valeurs qu'on vient d'éradiquer.
- Ces fonctionnements nous semblent par exemple communs à la domination du néo-management dans les entreprises, les services publics voire les associations et à la manipulation des désirs et des besoins par la « culture » mondialisée, qui ne cesse de marchander » l'émotion voluptueuse.

L'**étude commune de ces similitudes** par les associations mobilisées et les organismes de mobilisation serait peut-être de nature à rendre plus désirables des alliances que les transversalités négatives rendent impossibles aujourd'hui.

La grandissante **misère du monde**, produite par une domination « soft », plus redoutable que l'exercice « simple » de la répression, autant culturelle que sociale, mérite bien qu'on s'y essaie.

8. Nous avons tenté une démonstration similaire à une rencontre organisée par le Cepag ; cfr notre texte « Education populaire et « résistance » », publié dans notre magazine www.intermag.be.